



Crans Montana 2018: A Dakhla, le Parlement de la CEDEAO rassure sur l'adhésion du Maroc

le 19 mars 2018

M. Moustapha Cissé Lo est le Président du Parlement de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Vendredi 16 mars dernier, il était à Dakhla à l'occasion du Forum Crans Montana dans sa quatrième édition.

Sa présence a Dakhla n'est pas passée inaperçue. Loin de là. Son allocution donnée lors de la séance d'ouverture des travaux du Forum a été suivie avec beaucoup d'intérêt. Normal, diront beaucoup, puisque l'adhésion du Maroc à la CEDEAO est toujours en stand-by.

Pour rappel, le processus parcouru en la matière jusqu'à présent reste positif à plus d'un titre. D'abord, les États-membres de la CEDEAO ne s'opposent nullement à ce que le Royaume rejoigne cette organisation. Officiellement, c'est un acquis. Néanmoins, on préfère ne pas trancher pour le moment, se permettant ainsi plus de temps pour se prononcer d'une manière définitive.

C'est ce qui a été d'ailleurs adopté lors du 52ème sommet de la CEDEAO tenu en décembre 2017 à Abuja, au Nigeria.

Par la même occasion et dans le même sens, une étude d'impact de l'adhésion du Maroc a été recommandée par l'organisation et dont les résultats ont été globalement en faveur du Maroc et ce, sur les plans juridique, économique, politique et militaire. Les résultats de cette étude d'impact ont été présentés aux Chefs d'État et la décision en elle-même sera prise ultérieurement, lors d'un sommet extraordinaire qui pourrait se tenir au cours de l'année 2018.

A Dakhla, cette fois-ci, le Maroc a été de nouveau rassuré. Derrière les paroles certainement bien mesurées du M. Cissé Lo, l'on peut en déduire, sans risque de se tromper, que cette adhésion tant espérée par le Maroc, n'est aujourd'hui qu'une question du temps.

Ainsi et devant un parterre de personnalités venant de plus d'une centaine de pays, dont 49 d'Afrique, le Président du Parlement de la CEDEAO a bien démontré que « l'accord de principe des Chefs d'État étant acquis, il ne reste plus que quelques réglages techniques et opérationnels pour l'adhésion du Maroc à la CEDEAO ».

Sur un autre registre, le besoin en soutiens de tous genres à la CEDEAO s'avère de plus en plus pressant. Ceci dit, les problèmes rencontrés par cette organisation régionale dans le processus d'intégration sont nombreux, explique M.Cissé Lo, citant en particulier l'instabilité politique et la mauvaise gouvernance qui ont marqué l'histoire de nombreux pays de la sous-région, la faiblesse et la diversification insuffisante des économies nationales, l'absence d'infrastructures routières fiables, de télécommunications et d'énergie et la non implication de la société civile, du secteur privé et des mouvements de masse dans le processus d'intégration.

Et d'indiquer que «si les résultats des efforts d'intégration déployés en Afrique de l'Ouest dans le cadre de la CEDEAO ont été nettement en deçà des attentes, il y a bien des signes prometteurs qui ouvrent la voie à de meilleures perspectives», expliquant que les événements intervenus dernièrement dans l'ensemble de la région ouest-africaine ont contribué à lever progressivement les principaux obstacles à l'intégration, en l'occurrence l'adoption de la stratégie d'accélération du processus d'intégration de la CEDEAO et l'harmonisation de ses programmes de la CEDEAO et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Par la même occasion, M. Cissé Lo a rappelé l'objectif global de la CEDEAO qui est de promouvoir la coopération et l'intégration en vue de la création d'une union économique et monétaire à même de favoriser la croissance économique et le développement de l'Afrique de l'Ouest, soulignant que les programmes prioritaires de la CEDEAO sont, entre autres, la promotion de la paix, la stabilité, la sécurité, le renforcement de la gestion des économies, le développement des infrastructures et de l'agriculture, la protection de l'environnement et le développement humain.

Et de poursuivre que Crans Montana est devenu une tribune d'échanges et de contacts directs avec celles et ceux qui détiennent le pouvoir politique, économique et social, notant que le but étant de promouvoir des partenariats et de renforcer le développement de la coopération Sud-Sud en direction de l'Afrique.

Dans la même lignée et après Dakhla, une délégation de parlementaires de la CEDEAO sera du 20 à 25 mars à Rabat sur invitation du Parlement marocain.

Est-ce à dire que 2018 sera l'année de l'adhésion du Maroc à la CEDEAO ? Pour le moment, la partie n'est certes pas encore gagnée, mais elle est loin d'être perdue...